



**CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240425-2504202456-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/04/2024

Publication : 30/04/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 25 avril 2024 à 13h37 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents : Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,

Étaient représentées : Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR, Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE, Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Marie-Françoise MARCASSIN,

Étaient excusés : Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Félicie RENON, Madame Mireille VACHE-PICAT,

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 avril 2024



28 RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION AUX MISSIONS OPTIONNELLES DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SEINE-MARITIME - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime (C.D.G. 76) assure pour le compte des collectivités et établissements des missions obligatoires et, au-delà de ses fonctions obligatoires, propose pour les collectivités et établissements non affiliés un certain nombre des missions optionnelles.

A ce titre le C.D.G.76 se positionne en tant que partenaire « ressources humaines » et offre aux collectivités un accompagnement quotidien en matière de gestion des ressources humaines.

Le Centre de Gestion propose à ce titre une convention-cadre permettant, sur demande expresse de la collectivité, de faire appel aux missions proposées, tant que de besoin. Sont pour exemple et notamment proposées par le C.D.G. des missions d'appui sur le conseil et l'assistance chômage, conseil et assistance au précontentieux et au contentieux, R.G.P.D., d'archive ou encore des missions d'Inspection en matière d'hygiène et de sécurité (A.C.F.I.).

DÉLIBÉRATIONS

Ces prestations font l'objet, si elles sont sollicitées, de conventions spécifiques et facturées au taux en vigueur fixés par le C.D.G.

Le CCAS de Rouen a ainsi conventionné avec le C.D.G.76 à la mission optionnelle de médecine professionnelle pour une durée de quatre ans.

Il convient de renouveler la convention cadre afin de pouvoir continuer à bénéficier de l'offre de médecine professionnelle pour laquelle le CCAS est actuellement adhérente.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

Il est proposé aux membres du Conseil d'Administration d'approuver les termes de la convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du C.D.G. 76 et d'autoriser Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Président du C.C.A.S. à signer la convention cadre.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 25,

VU les Articles L.452-40 et suivants du Code Général de la Fonction Publique,

VU les Articles L. 123-6 et R. 123-7 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 15 octobre 2020 relative à l'adhésion à la mission optionnelle du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine Maritime, notamment la mission médecine préventive,

VU le projet de convention annexé.

CONSIDÉRANT que le Centre Départemental de Gestion de la Seine-Maritime (C.D.G.76) assure, pour le compte des collectivités et établissements non-affiliés, des missions optionnelles auxquelles les collectivités et établissement peuvent adhérer par convention,

CONSIDÉRANT que l'accès à ces missions optionnelles est conditionné à la signature préalable de la convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du C.D.G. 76,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen a signé une convention d'adhésion à la mission optionnelle de médecine préventive arrivant à échéance le 15 novembre 2024,

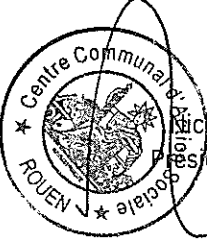
DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Adhère à la convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du CDG 76
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer les actes subséquents.
- Inscrit les crédits au compte 6475 « Médecine du travail et pharmacie »

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,



Nicolas MAYER-ROSSIGNOL
Président du C.C.A.S. de Rouen

Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.